

# La guerre secrète de la libération des otages

Jean-Marc Gadoullet, ancien agent secret, raconte comment des clans se sont affrontés pour obtenir la libération d'otages au Mali. Et les millions de primes versées par Areva et Vinci.

## Rencontre

Jean-Marc Gadoullet est un homme en colère. Une colère froide. « **J'ai négocié la libération des sept otages français d'Arlit (au Niger, NDLR) au péril de ma vie. Et Areva et Vinci, leurs employeurs, m'ont trahi. Ils me doivent de l'argent et je le récupérerai** », assène-t-il.

Quand on connaît le pedigree de celui qui parle, on sait qu'il ira jusqu'au bout. Jean-Marc Gadoullet est un ancien du service action de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure), les services secrets français, qui a servi pendant quinze ans, décoré à deux reprises de la Légion d'honneur pour ses missions clandestines. Un homme dont l'*a priori* de sérieux plaide en sa faveur.

## Coups tordus et trahisons

Gilet, veste pochette blanche et jeans, l'homme de l'ombre a l'élégance décontractée. Il n'avait jamais pensé écrire un livre un jour pour dévoiler son parcours ou deux de ses missions auprès de Jean-Pierre Bamba, opposant au président Joseph Kabila en République Démocratique Du Congo, et au Kosovo auprès de la guérilla de l'UCK.

Mais surtout, il raconte sa version des faits dans la libération des sept otages français d'Arlit, enlevés en septembre 2010. « **Quelque part, ce livre, c'est un échec, concède-t-il. Mais après des années de coups tordus et de trahisons autour de la libération de ces otages, c'était indispensable pour moi comme pour eux de parler. C'est insupportable de voir l'histoire réécrite. Ce livre est une œuvre de salubrité publique.** »

Alors, plongeons dans le monde merveilleux du business de libération des otages.

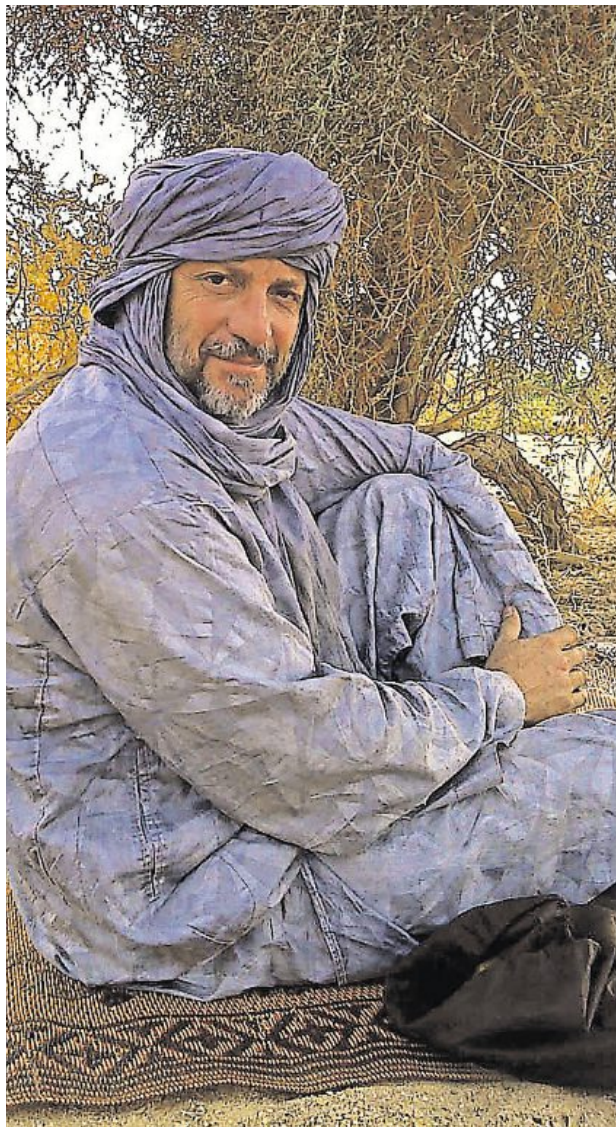
## Au milieu du désert

Au moment de l'enlèvement des sept employés au Niger, Jean-Marc Gadoullet a quitté la DGSE et fondé Opos, opérations et organisations spéciale, une société de sécurité privée basée en Suisse. Il a justement un contrat avec une filiale de Vinci pour la protection de ses installations au Mali... et surtout des réseaux permettant rapidement d'entrer en contact avec les ravisseurs d'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique).

Devant le patron de Vinci, Xavier Huillard, médusé, Gadoullet propose d'aller rencontrer Abou Zeid, le chef d'Aqmi pour négocier. Faute de solution moins risquée, le PDG accepte. Un contrat est signé avec Vinci puis Areva. Mais Gadoullet n'en dira pas plus sur ce mystérieux contrat. Les questions gênantes, il les évacue d'un sourire énigmatique ou sous un flot de paroles pour noyer le poisson.

Après trois rencontres à haut risque au milieu du désert, Abou Zeid accepte de libérer trois otages pour une somme de 13 millions d'euros.

Première interférence en mars 2011, le président du Mali, Amadou Touma-



Jean-Marc Gadoullet, dans le désert où il attend un chef terroriste, et dans un café, où il évoque son parcours d'agent secret.



ni Touré, interdit à l'avion de se poser. « **Le président ne touchait rien pour leur libération** », lâche l'ancien agent secret. Un mois plus tard, une nouvelle opération aboutie à la libération des otages. Gadoullet recevra 1,2 million d'euros pour son intervention.

En avril 2011, l'agent secret obtient de négocier la libération des quatre derniers otages. « **Mais un groupe s'est constitué pour m'empêcher d'agir**, assure Gadoullet. **Ils m'ont perçu comme un nouveau venu sur le business de la libération des otages. Ils ont révélé mon identité et retardé la libération. Ils ont tenté de me discréditer par une campagne de presse. Et de m'assassiner.** »

## Balle dans l'épaule

Qui se cache derrière ce « ils » ? Il accuse à demi-mot Guy Delbrel, directeur des relations extérieures d'Air France pour l'Afrique, Jean-Cyril Spinetta, alors patron du groupe aérien, et Pierre-Antoine Lorenzi, autre ancien de la DGSE et patron de la société de sécurité Amarante.

En décembre 2011, à Gao, Gadoullet prend une balle dans l'épaule. « **On m'attendait pour m'arrêter par tous les moyens. Quand on vide deux chargeurs de Kalachnikov dans une voiture, j'appelle ça une tentative d'assassinat.** » Les mots sont précis, jamais un mot plus haut que l'autre.

Jusqu'à fin 2012, Gadoullet continue la négociation avant d'être « **mis en réserve** » sur ordre de l'Élysée. Une histoire de gros sous. Avec les otages, c'est *Qui veut gagner des millions*.

En octobre 2013, le successeur d'Abou Zeid, tué par l'armée française, demandera à Gadoullet de lui confirmer qu'il peut conclure la libération des otages avec quelqu'un d'autre. À la fin du mois, les otages sont enfin libérés.

« **Je dis à Areva et Vinci : j'ai tout fait et vous me devez tout** », clame Jean-Marc Gadoullet qui demande deux millions d'euros et un million pour les intermédiaires touaregs qui auraient été aussi oubliés.

Reste la question éthique de gagner autant d'argent pour faire libérer des otages. Jean-Marc Gadoullet la balaie d'un revers de main. « **C'est normal, je mets ma vie en jeu. Chez Aqmi, je risquais de mourir. C'est le prix du risque. Et les patrons de ces grandes entreprises se prennent des dizaines de millions en stock-options ou parachute doré. Alors...** »

Le feuilleton n'est pas près de se terminer. La justice devra se pencher sur de multiples plaintes. Et Jean-Marc Gadoullet promet un second livre encore plus explosif.

Jacques DUPLESSY.

## Repères

■ *Agent secret. Confidences explosives d'un maître espion de la DGSE, Jean-Marc Gadoullet, avec Mathieu Pelloli, Robert Laffont, 20 €.*

**16 septembre 2010.** Enlèvement de sept employés d'Areva et de Vinci à Arlit, au Niger.

**16 décembre 2010.** Gadoullet rencontre le chef d'Aqmi, Abou Zeid, pour négocier leur libération.

**24 avril 2011.** Libération de trois otages.

**23 novembre 2011.** Gadoullet est blessé par balle à Gao, au Mali.

**29 octobre 2013.** Libération des quatre derniers otages.

**13 septembre 2016.** Gadoullet porte plainte contre X pour tentative d'assassinat.



Quelle histoire ! Il a libéré les otages et n'a pas été payé. C'est un homme énervé. S'il a écrit à propos de ça, alors il devrait appeler son bouquin « Payez-moi ! Je veux mon argent ! »